Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2017-236** **16/03/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidature : 10 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Parcs nationaux de France :

- 1 poste de gestionnaire logistique hygiène et sécurité (catégorie B) (F/H) au Parc national de la Réunion.

- 1 poste de technicien « Maintenance des bâtiments » (agent contractuel B - CDD) (F/H) au Parc national de Port-Cros à Hyères (83).

- 1 poste de responsable financier (catégorie A) (F/H) au Parc national de Port-Cros à Hyères (83).

- 1 poste de technicien « Urbanisme - Aménagement » (agent contractuel B+ technique – CDD) (F/H) au Parc national de Port-Cros à Hyères (83).

- 1 poste de coordinateur du projet ALCOTRA « LEMED - IBEX » sur le monitoring et la gestion du Bouquetin des Alpes du Léman à la Méditerranée (agent contractuel – CDD) (F/H) au Parc national des Ecrins à Gap (05).

Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) :

1 poste d'adjoint(e) au directeur de la délégation territoriale de Bourgogne -franche-comté(catégorie A) à Cluny (71).

Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) :

1 poste de chargé(e) de projet auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE) (catégorie A+) à Paris 17ème.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste d'adjoint(e) au chef d'unité d'Évaluation Physico-chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés (agent contractuel – CDI ou titulaire de catégorie A+) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de technicien(ne) biologie moléculaire en pathologie de l'abeille (agent contractuel -CDI ou titulaire de catégorie B) à Sophia Antipolis (06).

- 1 poste d'épidémiologiste sécurité sanitaire des aliments – santé animale (F/H) (agent contractuel - CDD) à Lyon (69).

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Parc national de La Réunion

N°61/2017

Gestionnaire Logistique Hygiène et Sécurité

Appel à candidatures

Corps/Grade : Catégorie B ; fonctionnaire de l'État, fonctionnaire territorial, fonctionnaire hospitalier

Modalité de recrutement : par voie de détachement, ou voie contractuelle, pour 3 ans.

Poste à pouvoir : à partir du 01 juillet 2017

L'établissement public du Parc national de La Réunion

Le Parc national de la Réunion est un établissement public administratif dont le siège est installé sur la commune de la Plaine des Palmistes et placé sous la tutelle du ministère chargé de l'environnement. L'établissement emploie environ 90 personnes.

Comme pour les autres Parcs nationaux, l'établissement assure trois missions:

- connaître et protéger les patrimoines
- accompagner le territoire vers un développement durable ;
- accueillir et sensibiliser.

L'établissement public est composé d'un siège et de quatre représentations territoriales dites « secteurs », installés à la Plaine des Palmistes (secteur Est), Trois-Bassins (Secteur Ouest), la Petite-Ile (Secteur Sud) et Saint Denis (secteur Nord).

Le siège regroupe la direction, le secrétariat général et 3 services techniques :

- Le Secrétariat général assure le pilotage des moyens humains financiers et logistiques, et la gestion administrative et juridique de l'organisation pour en garantir le bon fonctionnement.
- le Service communication et pédagogie (SCP) qui pilote les actions de communication ainsi que les actions d'éducation à l'environnement et de sensibilisation du public,
- le Service études et patrimoine (SEP), qui pilote la stratégie scientifique de connaissance et de conservation,
- le Service d'appui à l'aménagement et au développement durable (SAADD), qui pilote l'encadrement et l'accompagnement des activités en cœur de parc et en aire d'adhésion.

L'établissement est administré par un Conseil d'administration, composé de 88 représentants des différentes administrations concernées, des collectivités territoriales, des représentants des acteurs locaux et usagers ainsi que de personnalités qualifiées, et un représentant du personnel. Un Conseil scientifique et un Conseil économique, social et culturel entourent le Conseil d'administration et le Directeur.

Le contrat d'objectifs (COB) 2015-2017 de l'établissement public avec la tutelle s'articule autour de 6 six domaines d'activités, communs à l'ensemble des parcs nationaux :

- produire et diffuser les connaissances sur le patrimoine des territoires classés en parc national ;
- protéger et restaurer un patrimoine naturel, culturel et paysager exceptionnel ;

Parc national de La Réunion
258 rue de La République • 97431 Plaine des Palmistes
Tél. +262 (0) 262 90 11 35 • Fax : +262 (0) 262 90 11 39
www.reunion-parcnational.fr • contact@reunion-parcnational.fr

- accompagner les acteurs du territoire dans une logique de développement durable ;
- faire connaître le patrimoine et accueillir les visiteurs ;
- piloter la politique des parcs nationaux ;
- gérer l'établissement public.

Nature de l'activité

Sous l'autorité du Secrétaire Général, le gestionnaire logistique hygiène et sécurité a en charge la gestion des moyens nécessaires au fonctionnement courant de l'établissement public.

Il coordonne, en lien avec les équipes du siège et des unités territoriales le suivi de la logistique, de la maintenance et de l'entretien courant du patrimoine immobilier, ainsi que des véhicules, des matériels et équipements. Il contribue aussi au suivi des projets immobiliers de l'établissement.

En relation fonctionnelle avec le directeur de l'établissement, il assure la mission de Conseiller de Prévention. A ce titre, il veille au respect des règles d'hygiène et de sécurité et à l'amélioration des conditions de travail des personnels.

Pour mener à bien ses missions, il devra disposer de compétences polyvalentes plus particulièrement en matière de gestion immobilière et de gestion logistique. Il devra en outre avoir de solides connaissances des règles d'hygiène et de sécurité utiles à la réalisation de sa mission de Conseiller de Prévention.

1 – Gestion logistique :

- Suivi de l'équipement des locaux de l'établissement public (mobilier, fournitures de bureau, petit matériel...) ;
- Gestion du parc automobile ;
- Suivi des contrats d'entretien et de maintenance ;
- Gestion et le suivi des contrôles obligatoires ;
- Gestion de l'équipement des personnels (EPI, habillement…).

2 - Mission hygiène et sécurité

- Actualisation du Document Unique des Préventions des Risques Professionnels et mise en œuvre du plan d'actions associé ;
- Mise en œuvre des plans d'évacuation incendie et des exercices associés ;
- Coordination du réseau de prévention interne ;
- Participation au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions du Travail en tant que membre qualifié et au réseau de prévention AFB ;
- Participation au développement des compétences internes dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité.

Compétences requises

- Connaissances des règles de gestion administrative ;
- Connaissance et expérience dans le domaine de la gestion de patrimoine bâti ;
- Connaissances techniques en maintenance (bâtiments, véhicules) ;
- Connaissance des règles applicables en matière de Santé et Sécurité au Travail (sécurité des personnels – réglementation ERP – code du travail) ;
- Habilitation Santé Sécurité au Travail (SST) souhaitée ;
- Habilitation électrique souhaitée ;
- Maîtrise des outils de bureautique classiques.

Savoir-faire, aptitudes :

- Capacité à gérer des projets transversaux, sens de l'organisation et de la planification ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Bonne qualité rédactionnelle ;
- Rigueur dans l'application de procédures et des consignes ;
- Sens des responsabilités.

Savoir-être :

- Sens du relationnel ;
- Capacité d'écoute ;
- Capacité de travail en équipe ;
- Maîtrise de soi ;
- Respect des consignes et confidentialité.

Permis de conduire B indispensable.

Localisation

Siège du Parc national de La Réunion
258, rue de la République – 97431 La Plaine des Palmistes.

Modalités de dépôt de candidature

La candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) est à transmettre à :

- Monsieur le Directeur du Parc national de La Réunion, 258 rue de la République, 97431 La Plaine des Palmistes, Ile de La Réunion

  ou
- Par courriel, avec demande d'accusé de réception, à l'adresse suivante :
- contact-rh@reunion-parcnational.fr

Date limite de candidature : 07 avril 2017

Les candidats devront indiquer leur date de disponibilité.

Contact pour toute information :

Secrétariat Général du Parc national de La Réunion – Service des Ressources Humaines
sylvaine.latchimy@reunion-parcnational.fr

Parc national de Port-Cros

Appel de candidatures

Dans l'attente du recrutement d'un technicien « **Maintenance des bâtiments** », le Parc national de Port-Cros recrute un agent contractuel en application de l'article 6 quinquies de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, pour une mission du **1er juin 2017 au 31 décembre 2017**

pour son service
Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage

Catégorie B filière technique
Poste vacant
Lieu de travail : siège du Parc national de Port-Cros – Le Castel Sainte-Claire – 83400 Hyères

Présentation du Parc national :
Créé le 14 décembre 1963, le Parc national de Port-Cros dispose d'une longue tradition de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée.
L'établissement public gère les îles de Port-Cros et de Porquerolles.
Au sein de l'établissement public, le service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage, a en charge notamment les travaux divers dans les milieux naturels terrestres ou maritimes et de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat (bureaux, logements, lieux d'accueil du public). L'agent sera affecté au sein de ce service afin de participer à la mise en œuvre des opérations d'entretien courant du patrimoine bâti sur les différents secteurs géographiques du Parc national de Port-Cros.

Principales missions :
L'agent sera placé sous l'autorité directe du responsable du service et travaillera en relation étroite avec le technicien bâtiment et énergie. Le technicien maintenance des bâtiments intervient à différents niveaux des opérations notamment celles relevant de la maintenance courante tous corps d'état des bâtiments du Parc national de Port-Cros :

- Définition du besoin tous corps d'état en maintenance du bâtiment (électricité, plomberie, chauffage, maçonnerie, peinture, etc.) et des opérations de sécurité (extincteurs, légionellose, contrôles techniques périodiques, mise aux normes, etc)
- Rédaction des cahiers des charges techniques
- Rédaction des bons de commande
- Organisation et suivi des rendez-vous entre les entreprises et les secteurs (Port-Cros, Porquerolles, Cap Lardier, Conservatoire botanique)
- Echanges permanents entre les entreprises et les référents des secteurs (téléphoniques, rédaction de mails et de courriers)
- Relance des entreprises pour l'obtention des devis, factures, rapports d'intervention … attendus
- Vérification des factures avant règlement
- Appui à l'analyse technique des offres des marchés de sécurité, de maintenance et de travaux
- Mise en place de protocoles de maintenance préventive et de sécurité (carnets sanitaires, etc)

- Enregistrement des interventions, classement et archivage de documents techniques

L'agent justifie d'une expérience significative dans le domaine de la maintenance du bâtiment, notamment en électricité.

Les missions pourront évoluer selon les besoins du service et de l'établissement.

Qualifications requises :

- Expérience dans le domaine de la maintenance
- Connaissances générales du bâtiment et en électricité
- Connaissances générales en aménagements et génie civil
- Connaissance de l'administration et de la commande publique souhaitée
- Maîtrise des outils bureautiques
- Expérience souhaitable dans des fonctions similaires

Profil souhaité :

- Méthode, rigueur, dynamisme
- Qualités rédactionnelles
- Esprit de synthèse et d'organisation
- Goût pour le travail en équipe
- Capacité d'adaptation (travail pluridisciplinaire)

Modalités de recrutement :

- Le dossier de candidature, comprenant obligatoirement (sous peine de non-instruction de la candidature) une lettre de motivation, un curriculum-vitae détaillé fera apparaître les compétences et les expériences du candidat dans les domaines d'activités visés et ses motivations pour le poste à pourvoir.

- Les candidatures, acceptées jusqu'au **30 avril 2017**, sont à adresser à :

Madame la Directrice par intérim du
Parc national de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte-Claire - BP 70220
83406 HYERES Cedex

en précisant sur le courrier, en grosses lettres :
« Recrutement technicien contractuel "Maintenance des bâtiments"
Service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage »

Contacts :

- Pour obtenir des compléments d'information sur ce poste, vous pouvez joindre :

- Mme Laurence BONNAMY, chef du service Aménagement
  laurence.bonnamy@portcros-parcnational.fr

Parc national de Port-Cros

APPEL DE CANDIDATURES

Le Parc national de Port-Cros recrute un(e) responsable financier(e)

- agent titulaire de la fonction publique relevant la catégorie A -

Le poste est positionné au sein du secrétariat général de l'établissement. Le recrutement interviendra par voie d'affectation (position normale d'activité) ou de détachement.

Présentation de l'établissement public chargé du Parc national de Port-Cros

Le Parc national de Port-Cros, créé par le décret n° 63-1235 du 14 décembre 1963, est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Il emploie environ 70 agents permanents, auxquels s'ajoutent des agents saisonniers, répartis sur le secrétariat général et 6 services opérationnels installés au siège de l'établissement à Hyères, ainsi que sur 4 secteurs territoriaux (Port-Cros, Porquerolles, Giens-Tombolo et Le Cap Lardier sur la commune de La Croix-Valmer) ; il a également en gestion le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles qui emploie 17 agents.

Le Parc national de Port-Cros dispose d'une longue expérience de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de méditerranée.

Son périmètre d'action qui portait sur les îles de Port-Cros et de Porquerolles ainsi que sur des espaces littoraux lui étant confiés en gestion, notamment par le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ainsi que par des collectivités territoriales, s'est accru dans le cadre des dispositions de la loi du 14 avril 2006 portant réforme des parcs nationaux.

Ainsi, le parc national de Port-Cros s'est doté d'une charte, approuvée par le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015, dont l'aire optimale d'adhésion s'étend sur le territoire du littoral Varois compris entre les communes de La Garde, à l'ouest, et Ramatuelle, à l'est. 5 communes ont adhéré à la charte du Parc : La Garde, Le Pradet, Hyères, La Croix-Valmer et Ramatuelle.

Cette charte et ses 6 ambitions, rapprochent dans un même projet d'ensemble à moyen terme les politiques de protection du patrimoine naturel dans les cœurs et de développement local durable dans l'aire d'adhésion et dans l'aire maritime adjacente.

Présentation du secrétariat général

Comprenant 11 agents, le secrétariat général assure les fonctions support de l'établissement et de son service rattaché, le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles. Son organisation a été adaptée, fin 2015, aux nouvelles missions qui lui ont été attribuées dans le cadre du processus de mutualisation de fonctions support avec le Parc national des Calanques et à l'évolution des normes telles que les dispositions du décret du 7 novembre 2012 sur la gestion budgétaire et comptable publique. Il joue un rôle majeur dans la politique d'optimisation des dépenses de fonctionnement et des ressources propres permettant à l'établissement de pouvoir exercer ses missions.

Son activité se répartit en 5 pôles :

- Ressources humaines
- Finances, budget, comptabilité
- Foncier, domanialité
- Marchés publics
- Logistique et moyens généraux

Missions

Placé sous l'autorité du secrétaire général, le (la) responsable financier(e) encadre 3 assistantes de gestion.

Il assure le fonctionnement financier, budgétaire et comptable de l'établissement (budget annuel d'environ 9,5 M€) et du Conservatoire botanique (ce dernier disposant d'un budget annexe de 1,5 M€).

Le (La) responsable financier(e) assure :

- la préparation du projet de budget initial et des budgets rectificatifs et collabore à la production du compte financier ;
- le suivi de l'exécution du budget : validation des engagements financiers (AE et SF), la liquidation des dépenses (factures, salaires, etc) et des recettes, et la gestion de la trésorerie ;
- le contrôle de gestion de l'établissement au plan budgétaire et comptable (conformité des comptes, état des dépenses et des recettes, versement de subventions, consommation de crédits) ;
- l'élaboration des documents (tableaux de bord) et procédures, afin de disposer d'une comptabilité analytique ;
- les relations avec les services financiers de l'Agence française pour la biodiversité, l'agence comptable et les services du contrôle budgétaire régional ;
- en liaison avec le pôle RH, la gestion et le suivi du document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de personnels (DPGECP), le suivi du schéma d'emploi en ETP (équivalent temps plein) et du plafond d'emploi en ETPT (équivalent temps plein travaillé) ;
- le suivi de l'actif de l'établissement et notamment le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) ;
- le suivi des ressources propres et la supervision des régies (2 régies sur l'île de Port-Cros et 1 régie sur l'île de Porquerolles).

Profil recherché

Le (La) responsable financier(e) de l'établissement est un collaborateur de premier plan du secrétaire général et de la direction.

L'agent(e) qui sera recruté(e) devra :

- faire preuve de rigueur et de réactivité dans l'exécution de ses missions ;
- avoir de l'expérience dans la gestion d'un établissement public administratif ; sa connaissance des dispositions du décret sur la gestion budgétaire et comptable publique et une expérience dans leur mise en œuvre serait très appréciée ;
- avoir le goût du travail en équipe et savoir encadrer et animer un service ;
- disposer de qualités relationnelles et pédagogiques, notamment pour le meilleur accompagnement des services ;
- maîtriser l'emploi des logiciels Open Office, Excel et Word. Une connaissance du logiciel SNEG-AGE (mode GBCP) serait un plus.

Pour candidater
Adresser une lettre de candidature faisant ressortir la motivation et un curriculum-vitae détaillé ainsi que, au risque que la candidature ne soit pas prise en considération, le dernier arrêté d'élévation d'échelon à :
Madame la Directrice par intérim du Parc national de Port-Cros
181, allée du Catel Sainte-Claire
BP 70220
83406 – HYERES CEDEX

en précisant sur l'enveloppe : « recrutement responsable financier(e) ».

Poste à pourvoir le :
15 juin 2017

Date limite de dépôt des candidatures :
Le 30 avril 2017, le cachet de la poste faisant foi.

Modalités de sélection :
La présélection des candidats se fera sur dossier.
Le choix définitif interviendra après une séance d'audition des candidat(e)s présélectionné(e)s qui interviendra au tout début du mois de mai 2017.

Pour tous renseignements sur le poste à pourvoir :
M. Patrice LARDÉ, secrétaire général
Courriel : patrice.larde@portcros-parcnational.fr

Parc national de Port-Cros

Appel de candidatures

Dans l'attente du recrutement d'un technicien « **Urbanisme - Aménagement**», le Parc national de Port-Cros recrute un agent contractuel en application de l'article 6 quinquies de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, pour une mission du **1er juin 2017 au 31 décembre 2017**

pour son service
Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage

Poste de catégorie B + filière technique
Poste vacant
Lieu de travail : siège du Parc national de Port-Cros - Le Castel Sainte-Claire – 83400 Hyères

Présentation du Parc national :
Créé le 14 décembre 1963, le Parc national de Port-Cros dispose d'une longue tradition de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée.
L'établissement public gère les îles de Port-Cros et de Porquerolles.
Au sein de l'établissement public, le service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage, a en charge notamment les travaux divers dans les milieux naturels terrestres ou maritimes et de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat (bureaux, logements, lieux d'accueil du public). L'agent sera affecté au sein de ce service afin de participer à la mise en œuvre des opérations d'urbanisme et d'aménagements et de génie civil terrestre et maritime sur le périmètre du Parc national de Port-Cros.

Principales missions :
L'agent sera placé sous l'autorité directe du responsable du service Aménagement. Il aura deux missions : une mission, en appui au chef de service, en urbanisme et en aménagement du territoire, une mission de conduite d'opérations en aménagement.
Il s'agit d'un poste à forte connotation en développement durable et en environnement.

Urbanisme :
Mission en appui au chef de service, en urbanisme et en aménagement du territoire :

- Analyse des documents de planification et propositions (SCOT/PLU)
- Accompagnement des partenaires extérieurs et des collectivités à l'intégration des politiques nationales dans le montage d'un projet
- Mise en œuvre des procédures réglementaires (avis, autorisations)
- Représentation du chef de service lors de réunions extérieures, en cas de besoin

L'agent justifie d'une expérience significative dans le domaine de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et dans l'accompagnement de partenaires.

Aménagement :
Mission de conduite de projets en aménagements terrestres et maritimes.
Il interviendra à différents niveaux des opérations de paysage, d'aménagement et de génie civil, notamment :

- Appui au chef de service pour la réalisation d'un plan paysage terrestre et maritime,
- Définition du besoin d'aménagement et de génie civil (signalétique, travaux sur pistes, divers réseaux, ouvrages de divers types tels que ponts, passerelles, caniveaux, bassins, puits, études géotechniques, érosion, entretien des équipements maritimes, infrastructures maritimes, etc),
- Rédaction des cahiers des charges techniques,
- Organisation de réunions, ateliers de concertation et compte-rendu,
- Suivi administratif,
- Suivi technique.

Les missions pourront évoluer selon les besoins du service et de l'établissement.

Qualifications requises :

- Connaissances et expérience en urbanisme
- Connaissances et expérience en aménagement
- Expérience dans l'accompagnement de partenaires
- Connaissance dans les domaines de travaux publics
- Expérience dans le domaine de la conduite de projet
- Connaissance de l'administration et de la commande publique souhaitée
- Maîtrise des outils bureautiques et des outils de conception graphique

Profil souhaité :

- Méthode, rigueur, dynamisme
- Qualités rédactionnelles et relationnelles
- Esprit de synthèse et d'organisation
- Goût pour le travail en équipe
- Sensibilité pour les questions environnementales

Modalités de recrutement :

- Le dossier de candidature, comprenant obligatoirement (sous peine de non-instruction de la candidature) une lettre de motivation, un curriculum-vitae détaillé, fera apparaître les compétences et les expériences du candidat dans les domaines d'activités visés et ses motivations pour le poste à pourvoir.

- Les candidatures, acceptées jusqu'au **30 avril 2017**, sont à adresser à :

Madame la Directrice par intérim du
Parc national de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte-Claire - BP 70220
83406 HYERES Cedex

en précisant sur le courrier, en grosses lettres :
« Recrutement technicien contractuel "Urbanisme - Aménagement"
Service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage »

Contacts :

- Pour obtenir un complément d'information sur ce poste, vous pouvez joindre :
  - Mme Laurence BONNAMY, Responsable du service Aménagement
    laurence.bonnamy@portcros-parcnational.fr

Recrutement d'un(e) coordinateur/trice du projet ALCOTRA « LEMED – IBEX » sur le monitoring et la gestion du Bouquetin des Alpes du Léman à la Méditerranée

Poste à temps partiel 80% - et à durée déterminée (3 ans). Poste basé à Gap (résidence administrative) dans les locaux du siège du Parc national des Écrins à Charance.

Calendrier :
• Date limite de réception des candidatures par le Parc national des Écrins fixée au 20 mars 2017 à 12h
• Les entretiens oraux au siège du Parc national du Écrins auront lieu à compter de la semaine 12
• Prise de poste : 15 avril 2017 (fin du projet 28 février 2019)

Contexte

Le Bouquetin est une espèce emblématique de l'espace alpin. Son statut actuel (populations de 50 000 individus sur tout l'arc alpin) permet d'envisager d'utiliser l'espèce comme un modèle pour développer le monitoring et la gestion.

Huit partenaires se sont mobilisé autour d'un tel projet :

- le Conservatoire des espaces naturels de Haute-Savoie, Asters,
- Les parcs nationaux français, des Écrins, du Mercantour et de la Vanoise, établissements publics à caractère administratif sous tutelle de l'État dont la vocation est de contribuer à la politique de protection et de connaissance du patrimoine naturel, culturel et paysager,
- Le Parc national du Grand Paradis, l'un des plus ancien parc national européen, institué par l'État Italien en 1922,
- Les établissements gestionnaires des espaces protégés des Alpes Cotiennes et des Alpes Maritimes, structures nouvellement créées par la Région Piémont pour protéger et gérer un vaste patrimoine naturel, culturel et paysager,
- la région autonome du Val d'Aoste.

Depuis environ 40 ans, ces gestionnaires d'espaces naturels transfrontaliers partenaires de ce projet collaborent dans le cadre de la gestion concertée de programmes structurants concernant leurs territoires d'attribution. Ces derniers constituent un continuum écologique transfrontalier : trames vertes, corridors écologiques de migration de faune vertébrée, etc.

Ce projet prend en compte les évolutions des connaissances et des techniques et montre qu'à travers une entrée réputée « classique » par l'espèce (en l'occurrence une espèce emblématique, le bouquetin des Alpes) on peut envisager illustrer de nombreuses facettes de la gestion des espaces montagnards, qu'il s'agisse :

- de la valorisation de techniques et protocoles innovants d'acquisition de connaissances indispensables à la conservation,
- de la mise en réseau des données, au service d'une action de gestion opérationnelle concertée,
- de la matérialisation de corridors écologiques et sanitaires,
- de la construction d'une stratégie transfrontalière de gestion des habitats et des enjeux de conservation d'une espèce patrimoniale,

- de la capitalisation d'expériences variées, pour construire un modèle de concertation dans la gestion des multi-usages,
- de méthodes de pédagogie, de sensibilisation et de transfert d'outils de gestion,
- de la capitalisation et de la mise en synergie de part et d'autres de la frontière de bonnes pratiques de gestion et d'une stratégie commune de communication.

Missions

La personne recrutée sera chargée de la coordination à la fois administrative, technique et financière de l'ensemble des actions prévues dans le dossier déposé. Cela inclut l'animation des groupes de travail, y compris techniques, l'évaluation des actions réalisées, la réalisation des bilans financiers et administratifs du programme de façon conjointe pour le volet transfrontalier.

Activités :
Interface entre les services instructeurs (Secrétariat conjoint, autorité de gestion et autorité de contrôle) et les partenaires du projet;

- suivi des échéances contractuelles (livrables, rapports d'activités, rapports financiers) ;
- gestion du déroulement des activités prévues ;
- animation, gestion de l'information avec et entre les partenaires, mise à disposition des outils nécessaires au suivi (feuilles de temps, modèles, ...) ;
- assistance technique aux partenaires sur les aspects administratifs et financiers (règles d'utilisation des fonds par ex) ;
- suivi financier et budgétaire du projet notamment suivi de la réception et de la ventilation des fonds aux partenaires avec le service administratif ;
- organisation des réunions prévues dans le cadre des groupes d'activités dont l'établissement est pilote.
- suivi de dossiers (contrôle qualité, éligibilité des dépenses…) et coordination des services sur les obligations liées aux co-financements (rétroplannings, obligations de communication, feuilles de temps)
- élaboration des états de dépenses et de recettes en lien avec le Secrétariat Général et l'Agence Comptable AFB
- préparation et envoi des dossiers de demande de paiement (coordination de la remontée des pièces justificatives, vérification de la cohérence des éléments)
- mise à jour du tableau de suivi du budget du programme et veille des échéances importantes

Compétences et connaissances

• Connaissance de l'ingénierie financière et des dossiers européens,
• Connaissance du travail en mode projet,
• Techniques de communication, capacités de synthèse, de rédaction et d'élocution
• Fonctionnement des établissements publics (notamment d'un parc national) et des collectivités publiques,
• Connaissance du territoire transalpin,
• Travail en mode projet, animation de réseaux et de réunions,
• Pratique de langues étrangères : **Italien courant indispensable** et anglais souhaité,
• Disponibilité, conduite (permis B obligatoire),
• Connaissances de base en sciences (génétiques, écologie des populations, ….) et intérêt pour l'espèce,

Expériences souhaitées (2 ans minimum)

Savoir-être attendus
• Esprit d'initiative et d'adaptation
• Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires
• Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe
• Rigueur administrative et autonomie de travail, sens de l'organisation

Candidature

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés.
Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement organisé au siège du Parc des Écrins à partir de la semaine 12.
Tous les candidats recevront une réponse à leur candidature, au plus tôt dès que la présélection à l'oral aura été faite, au plus tard lors de la sélection définitive du candidat.
Les candidatures sont à adresser par mail avant le 20 mars 2017 12h à :

Richard Bonet, richard.bonet@ecrins-parcnational.fr
Isabelle Vidal, isabelle.vidal@ecrins-parcnational.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Institut Français du Cheval et de l'Equitation
Cluny

Adjoint(e) au directeur de la délégation territoriale de Bourgogne – Franche-Comté

N° du poste : **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. Il est issu du rapprochement des Haras Nationaux et de l'École Nationale d'Équitation. Conformément au contrat d'objectifs et de performance 2014-2017 signé avec ses tutelles, l'Ifce a pour principales missions de : - organiser de nouvelles modalités d'appui à la filière, pertinentes et efficaces. - accompagner le sport de haut niveau ; - renforcer la recherche, le développement, le transfert de connaissances ; vulgariser et diffuser les résultats en vue d'une appropriation par tous les acteurs socio-économiques - développer une formation professionnelle adaptée aux besoins exprimés ; - garantir la traçabilité et l'identité des équidés ; - valoriser son patrimoine matériel et immatériel. La mise en œuvre des actions concourant à ces objectifs fait l'objet d'un projet d'établissement écrit en 2015.
Objectifs du poste	Placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur de la délégation territoriale Daniel LAGNEAUX, l'adjoint du (la) Directeur(trice) de la délégation territoriale assiste ce dernier dans tout ou partie de ses fonctions.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	L'adjoint au Directeur de la délégation territoriale assiste le directeur dans tout ou partie de ses missions et plus précisément les domaines suivants : - mise en œuvre du projet d'établissement au niveau du territoire Bourgogne – Franche-Comté, - conduite des relations avec les différents partenaires, notamment avec les conseils des équidés, CRE, associations d'éleveurs etc. afin de susciter et accompagner dans une posture de service, la stratégie de la filière régionale de Bourgogne – Franche-Comté, - construction, développement et évolution du projet de la délégation Bourgogne – Franche-Comté en fonction du contexte territorial, ses spécificités et ses potentialités, - élaboration et mise en œuvre dans le cadre du dialogue de gestion, de la programmation (objectifs, moyens, reporting) des actions de sa délégation : formation, diffusion des connaissances, conseils études et expertise, appui technique, contrôle sanitaire … - conformité des différentes activités de sa délégation avec les instructions des directions nationales concernées - par délégation, interface Ifce auprès du GIP Equivallée de Cluny - management des agents dans une logique de GEPEeC - contribution à des missions nationales ou inter territoriales, - participation aux comités de direction,

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En externe, l'adjoint au Directeur de la délégation territoriale Bourgogne - Franche-Comté travaille avec les différents partenaires que sont les collectivités territoriales, les services de l'État, les organismes professionnels agricoles ou spécialisés, notamment les conseils des équidés, chambres d'agriculture etc.

En interne, l'adjoint au Directeur de la délégation territoriale Bourgogne – Franche-Comté est :

- en lien avec le coordonnateur des délégations territoriales, et les autres délégations territoriales (en particulier celles qui sont proches), contribue aux échanges et à la mutualisation des pratiques

- en relation avec le coordonnateur des délégation territoriales et les Directions nationales, conduit les actions sur le territoire,

- en relation avec l'opérateur « stratégie interne », contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre dans le cadre du dialogue de gestion, de la programmation (objectifs, moyens, reporting) des actions

- est en relation avec les directions supports de l'établissement

- assure le management fonctionnel et la coordination des équipes de son territoire,

- accompagne par délégation l'évolution du GIP Equivallée pour le compte de l'Ifce</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance fine de la filière équine et de ses institutions

- Management, organisation, planification

- Gestion budgétaire

- Gestion prévisionnelle des emplois des effectifs et des compétences (GPEEC)

- Réglementation sanitaire en vigueur au sein de la filière équine

- Montage et gestion techniques et financiers de projets complexes</td><td>- Être force de proposition et d'initiative,

- Être orienté vers l'action

- Maîtriser l' expression écrite et orale

- Faire preuve de qualités relationnelles

- Être force de conviction et de négociation

- Faire preuve d'autonomie,

- Avoir le sens de l'organisation</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M LAGNEAUX Daniel - Tél. : 06.78.46.72.13.
courriel : daniel.lagneaux@ifce.fr
M MOURET LAFAGE Alain – Tél. : 06.74.43.67.10.
courriel : alain.mouret@ifce.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) à Paris
Chargé(e) de projet auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE)

Catégorie : A +
Cotation parcours professionnel : 3

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Les normes qu'elle établit sont notamment reconnues par l'Organisation mondiale du commerce.

L'OIE, alors « Office international des épizooties », fut créé le 25 janvier 1924. Son siège est à Paris. Il compte 180 Pays Membres et dispose de 13 Représentations ou Bureaux sur tous les continents.

Contexte du projet :

Un des six objectifs de l'OIE dans le domaine de la sécurité sanitaire est de préserver le commerce mondial en publiant des normes sanitaires pour le commerce international des animaux et produits animaux.

L'OIE élabore des documents normatifs relatifs aux règles que les pays membres peuvent utiliser pour se protéger contre l'introduction de maladies et d'agents pathogènes, sans mettre en place de barrières sanitaires injustifiées. Les principaux travaux normatifs produits par l'OIE sont: le Code sanitaire pour les animaux terrestres, le Manuel des tests de diagnostic et des vaccins pour les animaux terrestres, le Code sanitaire pour les animaux aquatiques et le Manuel des tests de diagnostic pour les animaux aquatiques.

Les normes de l'OIE sont reconnues par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en tant que règles sanitaires internationales de référence. Elles sont préparées par des Commissions spécialisées élues et par des groupes de travail réunissant des scientifiques de renommée internationale, la plupart étant des experts au sein du réseau des quelques 300 Centres collaborateurs et Laboratoires de référence qui contribuent également aux objectifs scientifiques de l'OIE. Ces normes sont adoptées par l'Assemblée mondiale des Délégués à la Session générale annuelle en mai.

Les procédures et recommandations pour l'établissement des normes sont accessibles sur le site internet de l'OIE : http://www.oie.int/fr/normes-internationales/presentation/elaboration-et-mise-en-oeuvre/

En application de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC, les pays membres sont encouragés à utiliser les normes internationales, les recommandations et lignes directrices existantes. L'objectif est de réduire les mesures sanitaires injustifiées en s'appuyant sur ces textes qui ont une base scientifique et permettent de protéger de manière efficace la santé publique et animale.

Étant donné que les normes de l'OIE sont reconnues par l'OMC comme des mesures visant à réduire les barrières sanitaires, les experts de l'OIE sont appelés à participer à des panels et au processus de règlement des différends à l'OMC liés aux mesures sanitaires pour la santé animale.

Responsabilités :

Sous l'autorité de la Direction Générale de l'OIE, du Directeur général adjoint en charge des normes internationales et des affaires scientifiques, et sous la supervision directe du responsable des Programmes, le/la Chargé(e) de projet sera chargé(e) d'assurer les tâches suivantes :

- Mettre en place un observatoire et un système de suivi de la mise en œuvre par les pays membres des standards publiés par l'OIE dans ses Codes et Manuels. Ce projet d'observatoire se basera sur les notifications SPS effectuées auprès de l'OMC et sur une revue des réglementations adoptées par les pays membres. Il devra déboucher sur la publication d'un rapport et d'indicateurs de suivi;

- faire une analyse des activités et des mesures prises à ce jour dans le cadre du règlement des différends et des panels présentés à l'OMC suite à la non-application des normes, recommandations ou lignes directrices en matière de santé et le bien-être des animaux;

• Examiner, étudier et déterminer ce qui est nécessaire pour établir et maintenir une expertise pour participer à des panels SPS pour le règlement des différends à l'OMC (et / ou l'utilisation du mécanisme interne de médiation de l'OIE);

• Travailler avec les secrétariats des commissions pour améliorer la transparence et maintenir l'intégrité des procédures pour l'élaboration des textes et des révisions des codes et manuels;

• Élaborer un document de base pour initier et former les agents ou experts sollicités dans le processus de règlement des différends SPS à l'OMC avec l'objectif de mettre en place un équipe dédiée pour répondre aux demandes d'identification des experts, répondre aux questions reçues du Secrétariat SPS dans le cadre des panels ou participer à la procédure;

• Proposer l'organisation et / ou participer à des réunions permettant d'exécuter les tâches confiées ;

• proposer et/ ou conduire des missions dans le cadre des tâches confiées.

De plus, la Directrice Générale ou les personnes qu'elle mandate à cet effet peuvent, lorsque cela s'avère nécessaire, demander au Conseiller technique de réaliser d'autres tâches dans son domaine de compétence.

Qualifications et expérience :

- Etre titulaire d'un diplôme de Dr vétérinaire, ou équivalent dans le domaine Biomédical ou de la Biologie, ou d'un diplôme en droit public. Bonne connaissance des organismes internationaux de normalisation, avec un minimum de cinq ans d'expérience au niveau national ou international dans le développement des normes et / ou dans le domaine des mesures sanitaires et phytosanitaires et de leur impact sur le commerce international.
- Avoir une bonne connaissance des activités de l'OIE et des activités de l'Organisation Mondiale du Commerce.
- Avoir une bonne connaissance du français et de l'anglais, tant à l'écrit qu'à l'oral, une connaissance de l'espagnol serait un avantage,
- Disposer de bonnes capacités à travailler en équipe.
- Diplomatie et tact.
- Bonnes compétences informatiques.
- Disponibilité pour des missions à l'étranger.

N.B. *Les qualifications ci-dessus constituent le minimum requis pour ce poste et les candidats ne doivent soumettre leur candidature que s'ils remplissent pleinement toutes ces conditions.*

Autres précisions :

- L'agent doit s'engager à respecter les règles de l'OIE en matière de confidentialité et de conflit d'intérêt.
- Le titulaire doit avoir un passeport valide.
- Le poste est un poste à temps plein basé au siège de l'OIE à Paris 17ème, France.

Personnes à contacter :

Loïc Evain – Directeur général adjoint, CVO – DGAL- mail : loic.evain@agriculture.gouv.fr – Tel 01 49 55 81 77
Stéphanie Flauto – DGAL- Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales - mail : stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr – Tel : 01 49 55 81 20
Sophie Palin – DGAL - Adjointe à la Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales - mail : sophie.palin@agriculture.gouv.fr – Tel : 01 49 55 45 26

Date : 10/03/2017

Poste à pourvoir	**Adjoint au chef d'unité d'Evaluation Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des produits réglementés, (DEPR)
Unité Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés

Missions / contexte

La DEPR a en charge l'évaluation scientifique, des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR intervient également dans son domaine de compétence en réponse aux saisines adressées à l'agence et pilote des études de recherche et développement dédiées à l'amélioration des méthodologies d'évaluation des risques.

L'Unité Physico-chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses. L'unité évalue les études touchant la physico-chimie, les méthodes d'analyses et la caractérisation des substances actives techniques pour les dossiers de substances actives lors de leur demande d'approbation au niveau européen et des produits phypharmaceutiques et biocides, ainsi que des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'unité contribue également aux dossiers préparés dans le cadre du règlement REACh.
L'équipe est composée de 17 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'adjoint au chef d'unité assure l'évaluation scientifique des produits dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse, ainsi que l'évaluation des substances actives au niveau européen. Il assure la suppléance du Chef d'unité sur ses missions de management d'équipe et de supervision de l'activité de l'unité. Dans ce cadre, il assure la validation des évaluations réalisées au sein de l'unité, participe au contrôle de la cohérence de l'expertise scientifique conduite par l'Unité et aux échanges avec les collectifs d'experts, dans le respect des procédures de l'Agence. Il contribue à la planification et à la répartition de la charge de travail au sein de l'Unité. Il représente l'Agence dans les réunions scientifiques relatives à l'évaluation des risques au niveau européen.

Activités

A ce titre, il devra :

- Evaluer dans le temps imparti les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures européennes, zonales et nationales pour les approbations de substances actives et les demandes d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants et établir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Valider des évaluations réalisées dans l'Unité et contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation.
- Contribuer à la planification/ répartition des travaux d'évaluation pris en charge par l'Unité
- S'assurer de la mise en œuvre des procédures et référentiels qualité
- Participer aux évolutions scientifiques et réglementaires définies au niveau européen.
- Suppléer le chef d'unité dans les réunions techniques internes ou externes sur la partie physico-chimie et méthodes d'analyse des évaluations.
- Participer à l'optimisation des ressources de l'unité

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8 en Chimie ou Physico-chimie

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la physico-chimie /chimie/méthode d'analyse
- Une expérience en management d'équipe serait appréciée
- Une expérience dans un domaine réglementaire serait appréciée

Compétences

- Connaissances approfondies en chimie, physico-chimie et méthodes d'analyse
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation, respect des délais.
- Capacité à travailler en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Capacité à travailler de façon autonome à partir d'instructions portant sur des objectifs précis.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique.
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).
- Aptitudes au management d'équipe

Une connaissance des méthodes d'identification des microorganismes serait appréciée.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 mars 2017

Renseignements sur le poste : Thérèse SIX, chef d'unité (therese.six@anses.fr - 01 49 77 21 75)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2016-037 à :** recrutement@anses.fr

Date : 15/03/2017

Poste à pourvoir	**Technicien biologie moléculaire en pathologie de l'abeille (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Sophia Antipolis (06)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Sophia Antipolis / Unité de Pathologie de l'Abeille
Missions / contexte	L'Unité Pathologie de l'Abeille est Laboratoire National de Référence (LNR) et Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LRUE) pour la santé des abeilles et laboratoire OIE (Organisation Mondiale de la santé animale) pour les maladies des abeilles. Dans ce cadre, le laboratoire souhaite recruter un(e) technicien(ne) pour assurer la réalisation des analyses en biologie moléculaire sur les agents pathogènes (virus, bactéries, parasites) de l'abeille. L'agent apportera également son appui à la gestion des réseaux de laboratoires du LNR et du LRUE. L'agent recruté sera intégré dans l'Unité de Pathologie de l'Abeille composée de 16 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du Chef d'Unité, et sous la supervision de la suppléante du LNR Santé de l'Abeille, l'agent recruté assurera en priorité la réalisation des analyses moléculaires confiées au laboratoire dans le cadre de ses mandats de référence. Dans ce cadre il devra obtenir et maintenir les habilitations et compétences nécessaires à la réalisation, sous assurance qualité, de ces analyses, dont il sera, à terme, l'agent titulaire pour l'Unité.

Activités

A ce titre, l'agent recruté sera en charge de :

- Réaliser des analyses moléculaires de l'Unité : diagnostics, détections et identifications des agents pathogènes de l'abeille (bactéries, virus, parasites et prédateurs), y compris dans le cadre des EIL auxquels le laboratoire participe ;
- Gérer ces analyses, enregistrer et suivre les échantillons dans le cadre du système qualité du laboratoire ;
- Assurer les tests d'homogénéité et de stabilité des échantillons des EIL organisés par le laboratoire
- Gérer les consommables critiques nécessaires aux analyses;
- Produire, préparer, qualifier et distribuer les matériaux de référence (témoins d'extraction, témoins de PCR, plasmides …) pour les réseaux de laboratoires gérés par l'Unité (réseaux français et international) ;
- Gérer les analyses réalisées pour le suivi sanitaire des colonies du rucher.

Par ailleurs, il participera :

- au maintien et à l'extension de l'accréditation COFRAC des analyses ;
- à l'amélioration continue du système qualité du laboratoire selon les normes ISO/IEC 17025 et 17043 ;
- à l'entretien des matériels scientifiques nécessaires à la réalisation des analyses ;
- à la gestion des consommables communs utilisés en biologie moléculaire ;
- au contrôle des réactifs et kits commerciaux ;
- à la production d'agents pathogènes sur abeilles vivantes et couvain, ou en culture pour les bactéries.
- aux travaux de référence et de recherche de l'Unité, notamment sur l'adaptation de nouvelles techniques (ex : multi-pathogènes, automatisation des analyses).

Conditions particulières

Absence d'allergie aux piqûres d'abeille et d'appréhension à manipuler ces insectes.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BTS, DELAM ou DUT en biologie, biologie moléculaire, analyse biologiques souhaité
Minimum Bac

Expériences similaires

- Une solide expérience (minimum 5 ans) en laboratoire dans le domaine de la biologie moléculaire (PCR, RT-PCR, PCR temps réel, PCR multiplexe…) est indispensable.
- Une expérience au sein d'un laboratoire travaillant sous assurance qualité est nécessaire.

Compétences

- Compétences scientifiques et techniques en biologie moléculaire et bactériologie ;
- Aptitudes nécessaires au travail en laboratoire : rigueur, efficacité, autonomie, sens de l'organisation et de la planification, disponibilité ;
- Maitrise des outils de bureautique Microsoft ;
- Sensibilité à la politique d'assurance qualité et aux règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique souhaitée;
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 05 avril 2017

Renseignements sur le poste : Magali RIBIERE CHABERT, chef d'Unité Pathologie de l'Abeille (Tél : 04 92 94 37 26) ; Richard THIERY, Directeur du laboratoire de l'Anses Sophia Antipolis (Tél : 04 92 94 37 21)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-021 à :** recrutement@anses.fr

Date : 15/03/2017

Poste à pourvoir	**Epidémiologiste sécurité sanitaire des aliments - santé animale (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 24 mois**
Localisation	**Lyon**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction des laboratoires Unité de coordination et d'appui à la surveillance
Missions / contexte	L'ordonnance du 7 octobre 2015 portant organisation de la surveillance en santé animale, santé végétale et sécurité sanitaire des aliments introduit une mission d'appui à la surveillance dans les responsabilités des laboratoires nationaux de référence (LNR) et introduit par ailleurs la création de plateformes de surveillance épidémiologique dans chacun de ces trois domaines. L'Anses apporte sa contribution auprès des Plateformes d'épidémiosurveillance tant pour leur mise en place que pour la structuration des thématiques de surveillance retenues par les partenaires. Les laboratoires de l'Anses sont notamment impliqués sur des projets relatifs à l'amélioration de la qualité des données des plans de surveillance et de contrôle ou sur la surveillance de foyers d'épidémies de santé animale ou de la contamination d'aliments (exemple : produits laitiers par les salmonelles). L'ensemble des laboratoires de l'Anses sont désormais concernés par l'appui à la surveillance et aux activités des Plateformes ; leur contribution est coordonnée et animée dans le cadre du Pôle épidémiologie et surveillance transversal aux laboratoires de l'Anses.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef de l'unité de coordination et d'appui à la surveillance (UCAS), l'agent recruté devra contribuer à l'organisation, au développement et à la mise en œuvre des missions de surveillance, de veille et d'alerte de l'Agence sur les volets santé animale et sécurité sanitaire des aliments, notamment dans le contexte de pérennisation ou mise en place des Plateformes d'épidémiosurveillance de la santé animale ou de la chaîne alimentaire. En lien avec les laboratoires et les unités de l'Agence impliqués, le futur agent devra également coordonner, animer et appuyer les travaux d'épidémiologie menés dans le cadre du Pôle épidémiologie et surveillance.

Activités

A ce titre, l'épidémiologiste s'impliquera plus particulièrement dans les activités suivantes :

1/ Contribuer à la mutualisation des méthodes de surveillance en consolidant l'approche transversale entre les laboratoires et unités impliqués dans cette thématique en s'impliquant dans l'animation du Pôle épidémiologie et surveillance transversal aux laboratoires de l'Anses ;

2/ Apporter un appui épidémiologique aux dispositifs de surveillance existants en santé animale et en sécurité sanitaire des aliments, tels que par exemple le réseau Salmonella :

- Apporter un appui méthodologique ;
- Contribuer aux études épidémiologiques réalisées et initier de nouvelles études ;
- Contribuer à la valorisation scientifique des données ;

3/, Contribuer, sur l'ensemble de ces missions, à la valorisation scientifique nationale et internationale des travaux ;

4/ Répondre aux sollicitations de l'Anses pour apporter un appui à la mise en place des activités des Plateformes d'épidémiosurveillance ;

5/ Participer aux expertises collectives sur la thématique de surveillance épidémiologique du volet sécurité sanitaire des aliments ;

6/ En lien avec ces missions, participer aux représentations internes et externes de l'Agence.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Master ou thèse d'université en épidémiologie ou surveillance épidémiologique, formation en statistique appliquée ou en santé publique vétérinaire appréciées.
Minimum Bac+3

Expériences similaires : Expérience pratique en surveillance épidémiologique fortement souhaitée.

Compétences

- Connaissance des grandes problématiques de la sécurité sanitaire des aliments, de ses acteurs et des contextes institutionnels associés
- Capacité à appréhender et à organiser les transversalités
- Connaissance des méthodologies en épidémiologie, des statistiques descriptives, des bases de données et logiciels de traitements de données
- Capacité à proposer des approches fondées scientifiquement et opérationnelles
- Rigueur scientifique, esprit critique et de synthèse
- Capacité à animer des groupes ou réunions de travail
- Sens de l'écoute
- Aptitude à la communication et à la vulgarisation scientifique.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 5 avril 2017

Renseignements sur le poste : Pascal HENDRIKX, Chef d'unité pascal.hendrikx@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-027 à :** recrutement@anses.fr